

Libérons les peuples, pas les marchandises !

Pour la paix et la justice globale

Les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone ont créé une psychose mondiale. Aussitôt, les États-Unis ont déclaré la guerre à un ennemi mal défini, insaisissable : le terrorisme. Leur machine de guerre tourne à plein régime dans une campagne menée contre l'Afghanistan, avec son lot de frappes aveugles, de « dommages collatéraux », de patriotisme bon enfant, mais aussi de réfugiés-es qui risquent la mort.

Devant une telle démesure, il est peut-être tentant de se laisser endormir par les discours rassurants de nos chefs d'État, ligüés en masse derrière les États-Unis. Pourtant, il est plus important que jamais de veiller nous-mêmes au respect de nos droits et libertés, des droits et libertés de tous les peuples qui subissent depuis des années les assauts de l'impérialisme étatsunien. Résister, n'est-ce pas avant tout refuser de se laisser endormir?

Pour l'instant, la condamnation et la fin des frappes illégales contre l'Afghanistan demeurent l'objectif premier. La moindre des choses serait que le gouvernement canadien ose se retirer de la campagne meurtrière en cours. Cet enjeu crucial ne doit toutefois pas nous faire oublier que nous luttons ensemble depuis des années, et encore plus depuis le dernier Sommet des Amériques, contre l'exploitation et l'exclusion causées par un système écono-mique inhumain, un capitalisme sauvage dont la guerre est le recours ultime. Pendant que le « monde libre » pilonne l'Afghanistan, le pro-cessus de mise aux enchères de notre riches-se collective par nos dirigeants se poursuit, alors que la guerre semble justement vouloir lui donner de l'élan. Depuis le 11 septembre, la population québécoise subit elle-même une vague de licenciements massifs et nos gouvernements nous annoncent une série de coupures budgétaires pour rassurer les investis-seurs paniqués.

Mais le pire est à venir...

Dernièrement, les mobilisations de Québec (contre la ZLEA) et de Gênes (contre le G8) ont ralenti mais n'ont pas suffi à faire reculer le rouleau compresseur de la mondialisation néolibérale. Du 9 au 13 novembre, alors que l'attention reste dangereusement tournée vers l'Afghanistan, les ministres du commerce international des 142 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se réuniront au Qatar. Cette rencontre vise entre autres à conclure un accord voué à mettre en pièces tous nos services publics : l'Accord général sur le commerce

des services (AGCS). Une semaine plus tard, le 17 novembre, le Canada accueille le Groupe des 20 (G-20) et, en même temps, la direction du Fonds monétaire international (FMI) et celle de la Banque mondiale. Puis, du 26 au 28 juin, ce sont les chefs d'État des huit pays qui dominent la planète (G8) qui se rencontrent, toujours au Canada, mais cette fois dans un camp retranché des montagnes Rocheuses du nom de Kananaskis.

Dans le contexte actuel, la nécessité pour tous ces représentants de gouvernements « démocratiques » d'exprimer leur solidarité et leur attachement à la « liberté capitaliste », entre autres en l'avant l'échec de Seattle, ne présage rien de bon pour tous-tes les exclus-es du modèle néolibéral et les défenseurs de la justice sociale.

Pour OQP 2001, aucune forme de terrorisme n'est justifiable. Nous croyons qu'il est possible de lutter contre le terrorisme d'État, le terrorisme militaire et le terrorisme économique tout en construisant un autre monde sans user des moyens criminels de nos adversaires. Ainsi, nous jugeons que le massacre d'un peuple par des bombardements est aussi inacceptable que le fait d'appauvrir et d'affamer des populations entières par des politiques irresponsables mises de l'avant par des institutions telles que l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale. En fait, nous disons « NON » à la violence du gouvernement des États-Unis, qui a ni plus ni moins déclaré une fois de plus la guerre aux Droits humains et au droit international.

C'est pourquoi nous dénonçons la position de tous les gouvernements qui soutiennent les États-Unis dans « leur » guerre et qui voient dans des accords de libre-échange comme l'AGCS la solution aux problèmes de notre monde. Contrairement à nos dirigeants, nous jugeons la guerre et la mise aux enchères de nos sociétés intolérables. Plus que jamais, il nous faut réaffirmer que oui, un autre monde est possible... et nécessaire! • (PB)

▷ Mondialisation et guerre

La lutte qui a été menée contre la mondialisation de la misère a porté fruit, mais les attentats du 11 septembre réorientent le travail des progressistes. Dans les trois premières pages de ce journal, vous trouverez des textes sur les causes, les enjeux et les conséquences véritables de cette guerre. Dans l'autre partie, nous abordons les implications de cette guerre pour le mouvement pour une justice globale (dit « antimondialisation »). Loin de l'Afghanistan (au Canada) et moins loin (au Qatar), les dirigeants politiques et financiers de notre monde continuent leurs rencontres antidémocratiques et anti-sociales au sein d'institutions telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale ou de clubs sélects comme le Groupe des 8 (G8) et le Groupe des 20 (G20).

▷ La victoire de Seattle et l'OMC

En décembre 1999, la mobilisation contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de plus de 70 000 personnes à Seattle a permis de bouleverser l'ordre du jour mondial. D'un côté, cette victoire a été possible grâce à l'action commune des travailleurs-es des syndicats, des écologistes, des féministes et des étudiants-es, qui ont bloqué en partie l'accès aux conférences ; de l'autre côté, grâce aux pays du Sud, qui ont pu se concerter pour refuser les normes imposés par les pays du Nord.

Depuis, dans leurs discours, les gouvernements parlent plus de lutte à la pauvreté et de démocratie que de commerce et de libre-échange. Pourtant, les multinationales continuent leurs pressions sur les gouvernements qui tentent de relancer les négociations de libre-échange avec la ZLEA, dans les Amériques, et l'OMC, au niveau mondial, du 9 au 13 novembre. Lors de ces négociations secrètes, c'est notre santé, notre éducation, nos conditions de travail et de vie qui seront décidées. (voir p.7)

▷ Ni Taliban, ni bombardement

Bien que nous dénoncions sans réserve les attentats du 11 septembre, nous ne croyons pas que de créer un désastre humanitaire réglerait le problème. Nous sommes contre toutes les formes de terrorisme, qu'il soit militaire, économique ou kamikaze.



www.oqp2001.org

▷ Sommaire

- p.2 • Qui sème le vent, récolte la tempête
- p.3 • L'autre solution: une paix juste
- p.4 • Les enjeux derrière le conflit
- p.5 • Plus que jamais, la résistance doit s'organiser
- p.6 • Quelques instruments au service des multinationales et des investisseurs
- p.7 • La menace de l'OMC et de l'Accord général sur le commerce des services
- p.8 • CALENDRIER et OQP 2001



▷ Bouc émissaire universel

Depuis la fin de la Guerre froide et la chute du communisme, le gouvernement étatsunien est à la recherche d'un bouc émissaire pour justifier ses interventions. Les attentats du 11 septembre peuvent enfin justifier une nouvelle croisade pour la liberté et la justice du gendarme de la planète. La paranoïa nous atteint même au Québec.

Les terroristes attaquent le Québec !

Nous vivons actuellement un pur délire collectif, grâce à un travail assidu des médias commerciaux. Chacun se croit victime potentielle des terroristes. Au Québec, plusieurs édifices

importants ont été inutilement vidés. La situation a atteint un ridicule inquiétant quand on se rend compte qu'un lien direct est fait par les médias commerciaux entre chacune de ces blagues douteuses et les soi-disant terroristes afghans. Le résultat est pourtant efficace : une grande partie de la population aux États-Unis et au Canada (moins au Québec) approuve les bombardements d'un des pays les plus pauvres de la planète.

Une récession déjà en cours

Depuis l'an dernier une récession est annoncée. La bulle spéculative (les bourses) aussi

se dégonfle depuis l'an 2000. Pourtant, les médias commerciaux font preuve de malhonnêteté en insinuant que le ralentissement économique actuel est lié au 11 septembre. Et le même faux argument sert les entreprises profitables qui tentent à la porte des milliers de personnes.

Des coupures additionnelles

Après des années de coupures dramatiques, les gouvernements cumulent finalement des surplus budgétaires énormes mais font tout pour ne pas réinvestir dans les programmes sociaux. Après les baisses d'impôt, favorisant surtout les plus riches et les

entreprises, et les remboursements de la dette, c'est maintenant les dépenses militaires qui justifient le fait de peu ou de ne pas réinvestir dans la santé, l'éducation, les autres services publics et l'équité salariale.

Vers une économie de guerre

Alors qu'un ralentissement économique est en cours, il faudrait réinvestir dans les programmes sociaux pour relancer la demande, tout en améliorant les conditions de vie de la majorité. C'est plutôt un gaspillage militaire qui se met en place, les capitaux se transférant massivement du domaine civil au domaine militaire. •

Deux rendez-vous à ne pas manquer !

Vendredi 9 novembre

**Marche à relais
POUR LA PAIX ET CONTRE L'OMC**
Départ du Grand-Théâtre à 12h00

Samedi 17 novembre

**Manifestation pour la paix,
contre le G20, la Banque Mondiale
et le FMI à Ottawa**
Des autobus seront nolisés

infos : www.oqp2001.org
ou 647-6600, poste 6683

Mettons fin à la BUSHerie !

► Qui sème le vent, récolte la tempête

Les États-Unis ne font pas exception

Texte de Omar Aktouf
Professeur titulaire, Hautes Études Commerciales (HEC), Montréal

[...] L'extrémisme et les graves erreurs d'appréciation que manifestent les États-Unis depuis la catastrophe du World Trade Center à New York me laissent pantois. Je crois sincèrement qu'il est urgent d'alerter l'opinion sur les dangers d'un tel aveuglement par rapport aux événements du 11 septembre et aux mesures qui vont être engagées pour y remédier. Car si l'on s'interroge sur les origines véritables de ce drame, on s'apercevra qu'il est le fruit empoisonné d'un système généré par les Américains eux-mêmes depuis de nombreuses années, par leurs pratiques économiques et leur politique extérieure. Je m'explique.

Sur le plan économique: où est la « justice » de M. Bush?

Il est un mot qui revient comme une rengaine dans toutes les déclarations du président américain: la sainte « justice », qui a été bafouée en ce jour du 11 septembre 2001, mais qui triomphera malgré les tentatives vaines de certains terroristes sanguinaires! Revenons donc à cette notion de justice. Pour pouvoir prétendre faire régner la justice autour de soi, il faut être juste soi-même, irréprochable. Élémentaire, me direz-vous! Alors pourquoi le comportement économique et commercial des États-Unis, qui est la cause d'une injustice sans pareille dans le monde entier depuis des dizaines d'années, serait-il le symbole de la Justice universelle? Si je suis un détracteur sans réserve de la mondialisation capitaliste, c'est parce qu'elle n'est rien d'autre qu'un processus pervers qui garantit l'expansion de la domination économique américaine.

Le cortège de mesures d'ajustement du FMI et les prescriptions de l'OMC, qui prônent l'ouverture immodérée des marchés nationaux ainsi que l'accès à toutes leurs ressources naturelles, ne sont que des moyens malhonnêtes de faciliter la baisse des coûts de production pour les firmes multinationales. Les délocalisations ne sont qu'une exploitation de pays démunis qui, devant les empires financiers américains, sont contraints d'abdiquer toute souveraineté et de laisser les multinationales tailler en pièces leur niveau de vie déjà misérable.

Quelques exemples, parmi tant d'autres, suffisent à susciter révolte et indignation: la compagnie Coca-Cola est traduite en justice en Colombie pour assassinats, de syndicalistes en particulier; Chiquita paye 50 \$ par mois des ouvriers agricoles au Costa Rica, qui doivent trimer dans les champs de bananes tout en se laissant arroser de pesticides pour ne pas perdre de rendement au travail! Nike, Reebok ou encore Levis exploitent de la main-d'oeuvre infantile au Pakistan, en Inde, en Afrique pour des « salaires » qui se chiffrent en sous par heure. Même les salaires de la main-d'oeuvre nord-américaine sont touchés par les « vertus » de l'ALENA, qui les fait s'aligner avec ceux du pays le plus pauvre du traité, en l'occurrence le Mexique.

Plus grave, le retrait unilatéral des États-Unis, sous G. Bush père, de l'Accord sur le café a provoqué une chute considérable des cours et précipité des

milliers de Colombiens vers la culture de la cocaïne! Quelle « justice » y a-t-il dans une mondialisation, menée tambour battant par les États-Unis, qui a entraîné une diminution constante du PIB de l'Afrique depuis 20 ans, qui inonde et dessèche des pays tels que le Bangla-desh ou le Soudan à cause des conséquences dramatiques de l'effet de serre, alors même que G. W. Bush se retire de l'Accord de Kyoto?

Est-il « juste » que les Américains, 4 % de la population mondiale, soient responsables de 25 % des rejets d'oxyde de carbone et continuent à puiser sans retenue dans les réserves naturelles de tous les pays du monde sans contrepartie? Non, je ne peux pas admettre que les États-Unis prennent la tête d'une armée prête à tout pour rétablir la « Justice » dans ce bas-monde ou alors il faudra qu'on me réexplique ce que c'est que d'être juste.

Sur le plan politique: quelle « liberté »?

Le deuxième mot favori de G. W. Bush est le mot « liberté », pour qui il sacrifierait sa vie sans hésiter ainsi que (et surtout) celles de beaucoup d'autres peuples, dont le sien. Mais quelle est cette « liberté » dont se vante un pays qui n'a fait que la nier depuis 1945, et même bien avant? Bien sûr, les Américains ne savent pas tout ce que l'administration de leur pays fait réellement en leur nom de par le monde. Et pour cause, les médias appartiennent en totalité à des groupes d'intérêts privés, il ne risque pas d'y avoir une seule chaîne de télévision « critique » de la Californie à la Floride!

Sous couvert de représenter le « Monde libre », les États-Unis ont accumulé un énorme capital de haine sur tous les continents. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: un million de morts au Japon à la suite des bombes atomiques de 1945; trois millions de morts au Vietnam, avec entre autres les effets inhumains du fameux « agent orange », également largué au passage sur le Laos et le Cambodge; 200 000 morts en Iran par un Saddam Hussein armé par les États-Unis; 150 000 morts en Afghanistan lors du soutien américain aux Islamistes contre l'Union soviétique. Plus récemment, on ne peut ignorer les centaines de milliers de morts irakiens, surtout des enfants, pendant et après la guerre du Golfe. Clausewitz aurait dit qu'une guerre où il y a 250 000 morts d'un côté et trois de l'autre, ce n'est plus une guerre, c'est un génocide.

En parlant de génocide, a-t-on défendu la « liberté » de ces 800 000 tués du Rwanda, de ces deux millions d'autres du Congo, pendant que des contrats juteux se signaient entre Kabila et les multinationales américaines? Quelle « liberté » la CIA a-t-elle permis d'instaurer au Chili en « facilitant » la mort d'Allende, premier chef d'État démocratiquement élu dans l'histoire de l'Amérique latine, et en protégeant plusieurs années de dictature sanguinaire de Pinochet? Les citoyens américains savent-ils qu'Amnesty International a classé les États-Unis, en 1998, au même rang que Cuba et la Chine pour le non-respect des droits humains?

Une fois pour toutes, il faut le dire: il n'est pratiquement pas une dictature,

depuis le début du XXe siècle (excepté les dictatures communistes) qui n'ait été soutenue, financée ou armée par les régimes américains. Combien de candidats potentiels à des actes tels que ceux du World Trade Center a-t-on alors, en dehors de tout Palestinien, islamiste ou Arabe?

Une nouvelle fois je me repose la question, soit les États-Unis devraient commencer par balayer devant leur porte, soit je n'ai toujours pas compris ce que signifie le mot « Liberté ».

[...]

Pendant que j'écris ces lignes, des millions d'Américains n'attendent, en leur âme et conscience, qu'une seule chose: que les losers-jaloux-envieux-sauvages-sanguinaires soient châtiés. Mais qui attaquer, et où? Le peuple afghan? Aucun pays dit « civilisé », je l'espère, ne laisserait faire. D'abord parce que les présomptions accumulées jusqu'ici contre Ben Laden sont loin d'avoir été prouvées, et ensuite parce que l'Afghanistan est un pays exsangue. Et depuis les déclarations de George W. Bush, sans avoir tiré un coup de feu, on y a déjà provoqué une catastrophe humaine innommable: on prévoit sept millions d'Afghans errant et mourant de faim dans les semaines qui viennent, par peur d'être bombardés.

Si le vieil adage « à quelque chose malheur est bon » peut encore avoir du sens, ce serait que les États-Unis regardent en eux-mêmes. S'ils n'acceptent pas le partage et la restitution des richesses de notre planète, ce ne sont pas 6000 morts que les Américains auront à pleurer, mais une vie sans avenir pour leurs enfants et les enfants de leurs enfants. Alors s'il existe encore des gens sensés parmi nos décideurs, je voudrais qu'ils comprennent que rien ne serait plus dévastateur pour l'humanité que d'imiter le modèle américain actuel. À bon entendeur, salut. •

Copyright, Omar Aktouf, 2001.
www.globalresearch.ca

► Paradis fiscaux: là où les multinationales, la mafia et les terroristes se rencontrent

Depuis le 11 septembre, on parle beaucoup du financement du terrorisme. Pour tenter de mieux comprendre le phénomène, du 15 au 17 octobre s'est tenue à Montréal la 2e Conférence internationale sur le blanchiment d'argent (CIBA). Un consensus s'est dégagé sur les liens entre, d'une part, les paradis fiscaux, qui servent à blanchir l'argent, et, d'autre part, le financement des actes de terrorisme comme ceux de New-York et de Washington.

Qu'est-ce que les paradis fiscaux?

Les paradis fiscaux sont de minuscules États où le secret bancaire est total et où il y a très peu ou pas d'impôt. Par exemple, dès le milieu des années 1990, dans les Bermudes, il y avait 60 000 habitants et plus de 9 500 compagnies, dont plus de 1 300 compagnies d'assurances. Aux îles Caïman, il y avait 28 000 compagnies pour 30 000 habitants. Des pays comme le Luxembourg, les îles anglo-normandes, Monaco ou des petites îles souveraines un peu partout sont des paradis fiscaux. Les entreprises du monde entier y ouvrent des filiales artificielles pour y cacher leurs profits et ne pas payer d'impôt. Ceci n'est

pas légal ni illégal; les comptables appellent cette forme de fraude de l'évasion fiscale. La mafia profite aussi grandement de ces lieux discrets pour y blanchir une partie importante des 1000 milliards de profit qu'elle fait par année (selon l'ONU).

Comment les « terroristes » s'y financent

Étant donné que le secret bancaire y est quasi total, plusieurs transactions illégales y ont lieu. Comme il a été dit à la Conférence de Montréal, la BCCI (Bank of Credit and Commerce International) était une énorme banque criminelle utilisée pour les virements financiers provenant de l'allié des É-U, l'Arabie saoudite, vers le Pakistan. Cet argent servait à financer les « combattants de la liberté » islamistes, qui sont devenus les Talibans. La BCCI émettait les lettres de crédit pour l'achat d'armes. Le conflit au Cachemire a aussi été financé par les réseaux islamistes, eux-mêmes financés par l'Arabie et le Qatar.

Ce minuscule pays, où se déroulera la prochaine rencontre de l'OMC, est un centre bancaire sans réglementation dont les banques ont fourni les fonds les plus importants au réseau Al-Qaïda de Ben Laden.

Même le ministre des Finances y fraude le gouvernement

Les multinationales canadiennes sont grandement installées dans les paradis fiscaux. Le ministre des Finances fédéral, Paul Martin, possède une entreprise (Canadian Steamship Lines) qui fraude l'impôt au su de tous, en cachant ses profits dans les Bermudes. Les six grandes banques canadiennes ne sont pas en reste, 57 de leurs 119 filiales étrangères étant situées dans les îles des Antilles.

Avec tout l'argent qui n'est pas versé en impôt par des entreprises canadiennes, c'est finalement nos programmes sociaux qui en souffrent. En effet, cette fraude fiscale réduit les revenus de l'État, qui fait alors des coupures dans l'éducation, la santé et les autres services publics.

Vers l'abolition des paradis fiscaux

L'avocat américain Jack Blum, membre du groupe d'experts de l'ONU sur le rapatriement d'actif et ancien procureur d'enquête sur la corruption corporative aux États-Unis, affirme qu'il faut fermer les paradis fiscaux. Il indique que la population locale n'en retire que des miettes; ceux qui

s'enrichissent sont les entreprises transnationales occidentales.

Les décideurs-étatsuniens se retrouvent maintenant devant une contradiction. D'un côté, leurs banques et entreprises veulent toujours profiter du secret bancaire et des fraudes dans les paradis fiscaux; de l'autre, le gouvernement des États-Unis veut retracer les sources de financement de Al-Qaïda. • (SB)



Foutez-nous la PAIX ! Ni G.I.Joe, ni Jihad

Parce que le droit à la vie est non négociable

▶ Exigeons la paix !

L'histoire se répète: comme ce fut le cas en Yougoslavie et en Irak, entre autres, les États-Unis bafouent les principes au nom desquels ils prétendent agir. On est en fait beaucoup plus près du génocide que d'une guerre. Malgré cela, pour ne contredire en rien le voisin tout-puissant, le gouvernement canadien a accepté de participer à l'attaque d'un des pays les plus pauvres de la planète et de restreindre les droits et libertés sur son propre territoire.

La coalition OQP 2001 croit que le peuple afghan est injustement attaqué, pris en otage et contraint à l'exil par la première puissance militaire mondiale. Nous réclamons donc la fin immédiate de la guerre et la non-participation du Canada aux attaques en cours.

Aujourd'hui, malgré toutes les atrocités que peut commettre et sanctionner notre gouvernement à la simple demande des États-Unis, nous tenons à encourager tous les groupes progressistes d'Asie centrale (syndicats, groupes populaires, groupes de femmes, etc.) et d'ailleurs qui continuent de lutter pour l'instauration d'une paix durable, d'une paix qui sera accompagnée d'un minimum de justice.

▶ En Afghanistan, allons-nous répéter l'horreur irakienne ?

En 1990, pour expulser l'armée irakienne du Koweït, on imposa un blocus commercial et économique (nommé sanctions économiques) sur l'entière société irakienne. Saviez-vous que ces sanctions sont encore en place aujourd'hui ? Les agences humanitaires de l'ONU qui travaillent en Irak, en particulier l'UNICEF, nous rappellent constamment que ces dites sanctions causent des souffrances inimaginables au peuple irakien, en fait aux personnes les plus vulnérables de la société irakienne. Tellement que plusieurs hauts responsables de l'ONU en Irak ont quitté leur poste pour protester vivement contre ces dites sanctions. Il n'est pas difficile de comprendre que ce sont les plus pauvres et les plus faibles physiquement qui meurent sous les effets néfastes de ces sanctions. Pourtant, le Canada participe activement à bloquer le commerce maritime avec un de ses navires de guerre et il appuie politiquement ce blocus au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Si vous voulez en savoir plus, ce ne sont pas les informations très crédibles et de qualité qui manquent, mais nos médias de masse en Amérique du Nord n'osent pas en parler.

D'après vous, comment doit-on qualifier une politique qui consiste, en toute connaissance de cause, à faire souffrir une société tout entière et à causer la mort de centaines de milliers de personnes civiles pour imposer « notre » volonté ? C'est ce qui s'appelle du terrorisme de masse, un Crime contre l'humanité dans le sens tristement génocidaire du terme.

Qu'avons-nous appris ?

Mais qu'en est-il pour l'Afghanistan ? Aujourd'hui, après des années d'observation, nous savons que les attaques militaires des États-Unis et de la Grande-Bretagne ne sont pas des « guerres propres » (si cela peut exister). Encore une fois, en Afghanistan, on utilise des bombes à grappe (angl. cluster bombs) qui tuent sans discrimination des civils et, souvent, n'explodent pas et deviennent de véritables mines antipersonnel. N'est-il pas aussi flagrant qu'ils n'aient pas bombardé des terroristes, mais plutôt l'Afghanistan de manière générale, dont l'infrastructure civile ? En fait, c'est pire encore, car ils ont littéralement massacré des villages qui étaient « coupables » de vivre près de dépôts d'armes, selon les dires des porte-paroles du gouvernement étatsunien. Les guerres récentes ont cet horrible point en commun que la majorité des victimes sont des civils innocents. En fin de compte, on peut sérieusement se demander si cette « coalition » n'est pas en train de tuer surtout des innocents-es.

Chose certaine, leur but n'est pas de réduire l'injustice, la colère, la haine ni le terrorisme dans le monde. Au-delà des discours, regardons plutôt le fait que des millions de réfugiés supplémentaires en Afghanistan risquent sérieusement la mort dans quelques semaines. Nous, Québécois et Québécoises, ainsi que les Canadiens et Canadiennes, sommes bien placés pour parler aux gens des États-Unis en leur posant l'horrible question : « Dans combien de semaines ou de mois allons-nous avoir massacré environ 6000 innocents comme ceux et celles sacrés le 11 septembre ? ». Cette question est épouvantable, certes, mais les faits sont là : de plus en plus d'êtres humains innocents meurent en Afghanistan, et ce, avec le support du Canada. Nous ne sommes certainement pas en train d'aider la société afghane à devenir plus forte et plus démocratique. Et n'oublions surtout pas le peuple afghan, comme nous avons oublié et ignorons toujours le peuple irakien. • (ML)

Voir le site du Réseau civique international pour le Droit à la Vie des populations: www.droitvp.org

▶ L'intégrisme islamiste: une filière qui prend sa source aux États-Unis!

(Extrait du texte de O. Aktouf de la page 2)

Je ne reviendrai pas sur les nuances plus que jamais nécessaires à faire entre Arabes, musulmans, islamistes, fondamentalistes et intégristes. En ce qui concerne le radicalisme intégriste, bien réel et ô combien dangereux, son ascension depuis le début du siècle a été essentiellement favorisée par les facteurs suivants :

- La lutte organisée pendant la Guerre froide par les États-Unis contre le bloc communiste, en renforçant à ses frontières les résistances musulmanes à l'athéisme des idées marxistes. Cela a culminé avec la formation, le financement et l'armement des intégristes afghans (qui ont enfanté

les talibans !) d'Oussama ben Laden et de ses terroristes. Ces derniers sévissent jusqu'en Algérie (200 000 morts à ce jour), où les sanguinaires égorgés sont réputés avoir été entraînés en Afghanistan, avec de l'argent américain.

- L'exploitation forcenée du pétrole du Moyen-Orient : pour maintenir leurs intérêts financiers dans cette région, les États-Unis ont soutenu des dictatures telles que les régimes saoudien ou encore koweïtien, qui auraient pu, sans eux, prendre une tournure beaucoup plus démocratique après la guerre du Golfe.

- La misère croissante qui s'abat sur les pays du Tiers Monde, dont les richesses sont détournées par leurs gouvernements corrompus, appuyés par Washington, et se retrouvent immanquablement dans les coffres des grandes banques de l'Occident. Qu'on se souvienne du rôle joué par The Bank of New York dans le détournement de l'aide à la Russie sous Boris Eltsine!

- Enfin, mais on pourrait allonger la liste indéfiniment, les trois milliards de personnes qui, selon les chiffres du FMI, ont moins de 2 \$ par jour pour survivre.

Après ce bref état des lieux, comment ne pas comprendre que l'intégrisme islamiste dispose non seulement des moyens matériels et financiers de ses exactions, mais aussi de l'approbation, ne serait-ce que tacite, de millions de miséreux à qui il ne reste que leur désespoir! Et tout cela à cause d'un système capitaliste sauvage qui ne se préoccupe que des intérêts du complexe militaro-industriel, système alimenté majoritairement, n'ayons pas peur de le dire encore une fois, par les États-Unis. •

11 septembre

«C'était le 11 septembre. Détournés de leur mission ordinaire par des pilotes décidés à tout, les avions foncent vers le coeur de la grande ville, résolus à abattre les symboles d'un système politique détesté. Très vite: les explosions, les façades qui volent en éclats, les effondrements dans un fracas d'enfer, les survivants atterrés fuyant couverts de débris. Et les médias qui diffusent la tragédie en direct...

New York, 2001? Non, Santiago du Chili, 11 septembre 1973. Avec la complicité des États-Unis, coup d'état du général Pinochet contre le socialiste Salvador Allende, et pilonnage du palais présidentiel par les forces aériennes. Des dizaines de morts et le début d'un régime de terreur long de quinze ans [...]» (Le Monde diplomatique, octobre 2001)



▶ Les libertés fondamentales menacées

Le projet de loi omnibus C-36 est présentement à l'étude à la Chambre des communes et au Sénat ; la décision devra être rendue d'ici un mois (deux fois plus vite qu'à l'ordinaire). Mais cette loi est-elle nécessaire ? Plusieurs voix s'élèvent pour affirmer que le Code criminel canadien et les lois canadiennes suffisent pour combattre efficacement le terrorisme. Et qui sera considéré comme terroriste ? Le projet de loi C-36 répond à un besoin pressant : rassurer à la fois l'opinion publique canadienne et le gouvernement étatsunien.

Dans sa version actuelle, le projet de loi limite la portée de la Charte des droits et libertés sur certains points. Par exemple :

- La question de la détention préventive. Le Code criminel canadien autorise dans des cas exceptionnels la détention préventive de certains individus. Cependant, la généralisation de cette mesure remet en question la présomption d'innocence.

- Le droit à la vie privée. Le ministère de la Défense s'arroge le droit d'écouter les communications de personnes ou de groupes sans les en avertir avant trois ans.

- Le projet de loi contient une définition d'« acte de terrorisme » qui est floue et qui pourrait s'appliquer à toutes sortes de gestes, selon l'interprétation qu'on lui donne. Participer à une manifestation pourrait devenir un acte de terrorisme.

Les attaques qui sont menées en Afghanistan et la paranoïa qui les entoure menacent gravement les libertés civiles à la base de notre société. Parler de démocratie et de liberté, c'est d'abord défendre les libertés civiles qui sont aujourd'hui gravement menacées.

Une politique militaire terroriste

▶ Les liens entre les États-Unis et les milices islamistes

▶ Quels sont les enjeux de l'agression des États-Unis en Asie centrale ?

La région de l'Asie centrale, longtemps presque inconnue de la population occidentale, est maintenant au cœur des préoccupations des gouvernements occidentaux. Alors qu'aucune preuve crédible n'a été présentée sur la responsabilité de ben Laden, et encore moins des Talibans, dans les attentats du 11 septembre, des millions d'Afghans-nés sont présentement réfugiés-es et risquent de mourir de faim. Une réflexion à ce sujet ne peut faire l'économie de la compréhension des intérêts occidentaux, et principalement des États-Unis, dans cette région pétrolifère longtemps restée majoritairement sous domination russe.

Un prolongement de la Guerre froide

Pays frontière pendant la Guerre froide, l'Afghanistan est un enjeu important entre les États-Unis et l'URSS. En 1978, un gouvernement de gauche prend le pouvoir et adopte certaines politiques progressistes, entre autres à l'égard des femmes. Mais la pression soviétique fera dériver le régime et va provoquer la rébellion de plusieurs groupes islamistes, ce qui va ensuite entraîner l'intervention russe. C'est alors que les États-Unis soutiendront la résistance islamiste afghane des Mujahideen, à partir de leur grand allié régional, le Pakistan, face au grand Satan communiste. En 1988, les combattants mujahideen finiront par vaincre l'Armée rouge, mais leur désunion mènera à la guerre civile dont les Talibans, venus du Pakistan, sortiront vainqueurs.

L'agression déclenchée contre ceux et celles hébergeant le présumé organisateur de l'attentat du 11 septembre permet aux États-Unis de prendre pied dans une région pétrolifère où ils n'avaient jamais étendu leur influence, faisant ainsi reculer celle de la Russie. De nouvelles bases militaires étatsuniennes semblent même se mettre en place dans des pays comme l'Ouzbékistan. C'est donc d'une pierre, deux coups : en prétendant cibler Oussama ben Laden, les États-Unis vont en fait s'imposer de manière à assurer leurs intérêts économiques et géopolitiques. L'influence russe se voit donc touchée en Asie centrale.

Du sang pour du pétrole

La nouvelle politique énergétique des États-Unis de George W. Bush mise sur un développement de la consommation des combustibles non renouvelables. En plus d'être un énorme recul écologique pour l'humanité, cette politique trace la voie à une augmentation de l'importance géopolitique des zones pétrolifères.

L'Asie centrale possède des gisements de pétrole et de gaz naturel encore plus importants que ceux découverts au Moyen-Orient. Cette richesse énorme, autrefois centrale dans l'économie de l'URSS, est maintenant convoitée par les multinationales occidentales. Les compagnies Chevron, Exxon et Unocal ont investi des milliards dans le Caucase et en Asie centrale afin de prendre le contrôle de cette région pétrolifère. Il leur reste à s'assurer que les gouvernements locaux leur seront favorables et que les nouvelles entreprises russes ne maintiendront pas leur domination.

Il leur faudra aussi s'assurer de faire sortir ce pétrole, soit par l'Afghanistan-Pakistan, soit par le Caucase et les Balkans. Du côté du Pakistan, une compagnie étatsunienne nommée Unocal menait un consortium désireux de construire un oléoduc de l'Asie centrale à la côte jusqu'à la rupture entre les Talibans et les États-Unis. D'autres entreprises mènent le projet. (voir www.dnd.ca; recherchez le mot afghanistan.) •

Après les événements du 11 septembre, George Bush a déclaré qu'il répondrait à cette « déclaration de guerre » en ne faisant aucune distinction entre les terroristes, qui ont commis ces actes, et ceux qui les ont soutenus. Pourtant, les faits nous forcent à croire que la CIA et le Pentagone ont été impliqués dans le financement des combattants islamistes soupçonnés des attentats de New-York et de Washington.

Les intérêts pétroliers et géopolitiques des États-Unis dans les pays entourant la Russie ont mené au soutien des milices islamiques dans plusieurs pays. Ces milices, dont l'objectif est de créer des États islamiques, sont aussi soutenues par des réseaux comme celui de Al-Qaïda, de Ben Laden.

Le Pentagone et la CIA arment et financent les intégristes

Lors de la Conférence de Montréal sur le blanchiment d'argent, le juriste et expert de l'ONU sur les questions financières Jack Blum indiquait que le financement des guérillas intégristes par les États-Unis a débuté au début des années '80. Bill Casey, alors responsable de la CIA, avait eu la « brillante » idée d'armer et de financer des milices islamistes provenant de divers pays (dont l'un des chefs de file était Ben Laden) pour expulser l'armée soviétique d'Afghanistan. Des éléments musulmans modérés avaient prévenu les États-Unis qu'ils jouaient avec le feu, que le monstre que Casey créait se retournerait un jour contre les États-Unis. Après le retrait de l'Afghanistan de l'armée russe, les États-Unis n'ont rien fait pour rapatrier les freedom fighters (combattants de la liberté) islamistes. Certains d'entre eux ont traversé le Pakistan, avec leurs sacs d'opium et les armes que les États-Unis, le Pakistan et

l'Arabie saoudite leur avaient procurées, pour déclencher la guerre civile au Cachemire. D'autres sont rentrés en Algérie, où ils ont rejoint l'un ou l'autre des deux groupes armés islamistes qui combattent le gouvernement algérien.

« Sous les vifs encouragements de la CIA et des services secrets pakistanais, qui voulaient transformer la Jihad afghane en une grande guerre menée par tous les pays musulmans contre l'URSS, quelque 35 000 intégristes musulmans en provenance de 40 pays islamiques se joignirent à la lutte en Afghanistan entre 1982 et 1992. D'autres dizaines de milliers vinrent étudier dans les madrasah pakistanais. Avec le temps, plus de 100 000 intégristes musulmans furent directement influencés par la Jihad afghane ». (A. Rashid, «The Taliban: Exporting Extremism» Foreign Affairs, nov-déc 1999)

Un financement conjoint de la guerre dans les Balkans

Toujours principalement pour faire avancer leur zone d'influence face aux Russes et pour avoir accès au pétrole de l'Asie centrale, les États-Unis ont financé les guérillas islamistes dans les Balkans. Ainsi, les guerres en ex-Yougoslavie, qui ont mené à une prise de contrôle par l'OTAN, sont liées à la construction d'un oléoduc vers la mer Noire. Ce dernier serait lié à un autre oléoduc traversant le Caucase vers la mer Caspienne, où justement l'oléoduc russe est constamment attaqué par les rebelles tchéchènes (aussi financé par les États-Unis et les islamistes).

Dans son texte « Osamagate », l'économiste M. Chossudovsky démontre que: Parmi les mercenaires étrangers combattant présentement en Macédoine (octobre 2001), dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), se trouvent des Mujahideen originaires des républiques du Moyen-Orient et d'Asie centrale de l'ex-Union soviétique. Aussi, au sein des forces sous le contrôle de l'Armée de libération du Kosovo (ALK) en Macédoine se trouvent des conseillers militaires étatsuniens, membres d'une organisation privée de mercenaires sous contrat avec le Pentagone [...]

[...] De plus, alors qu'elle est soutenue et financée par l'Al-Qaïda d'Oussama ben Laden, l'ALK-ALN est aussi soutenue par l'OTAN et par la mission des Nations Unies au Kosovo. En fait, le « Réseau militant islamiste » fait toujours partie intégrante des opérations militaires secrètes et d'espionnage de Washington en Macédoine et en Serbie du Sud. Les terroristes de l'ALK-ALN sont financés par l'aide militaire étatsunienne, par le budget des Nations Unies pour le maintien de la paix, de même que par de nombreuses organisations islamistes, incluant l'Al-Qaïda d'Oussama ben Laden. L'argent de la drogue est également utilisé pour financer les terroristes avec la complicité du gouvernement des États-Unis. Le recrutement de Mujahideen pour combattre dans les rangs de l'ALN en Macédoine est réalisé par divers groupes islamistes.

Ces faits sont expliqués dans les textes « Qui est ben Laden » et « Osamagate » de Michel Chossudovsky, et confirmés par un document du Congrès étatsunien disponible sur le site www.globalresearch.ca • (SB)



▶ Guerre États-Unis-Afghanistan : le Canada appuie l'effondrement de la justice

Après la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), on a déclaré: « Plus jamais ». On a établi des principes de justice dans l'espoir que les pays puissent régler leurs différends sans s'entre-tuer et ce droit international peut aussi nous protéger des abus des gouvernements. Mais il semble bien que nous ne pouvons pas compter sur notre gouvernement canadien pour promouvoir une justice mondiale.

Évidemment, la Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU) accorde à un État le droit de se défendre s'il est attaqué (Art. 51), mais l'esprit de ce droit, ce n'est d'aucune façon le droit d'envahir l'autre et encore moins celui d'écraser un pays ni même son gouvernement. Une attaque aussi massive que celle que subit l'Afghanistan (et pas seulement quelques camps terroristes) peut-elle être considérée comme de la légitime défense? Il s'agit plutôt d'une guerre offensive et totale.

La Cour internationale de justice existe pour une raison !

Si on pousse notre réflexion plus loin, il est clair que l'Afghanistan n'a même pas attaqué les États-Unis. Mieux encore, nous n'avons toujours vu aucune **preuve réelle** que les ter-

roristes cachés en Afghanistan sont vraiment coupables des atrocités du 11 septembre. Ce n'est pas parce que « tout le monde » veut le croire et que cela fait notre affaire qu'ils sont responsables pour autant. Toutefois, ils sont des **suspects** hébergés par les Talibans. Que faire dans ce cas ? Les États du monde entier, en vertu de la Charte de l'ONU (Art. 2.3), ont l'obligation de régler leurs différends de manière pacifique. Plus précisément, la Cour internationale de justice (CIJ) existe pour une raison: pour que les États évitent justement l'usage de la force. Les États-Unis devaient normalement demander au gouvernement de l'Afghanistan d'accepter que la CIJ entende la cause et règle le différend.

Massacrer d'autres innocents...

Évidemment, il est totalement interdit de provoquer ou d'amplifier une famine. En Afghanistan, nous ne croyons pas du tout que les États-Unis ont besoin de cibler des lieux où résident plusieurs civils pour atteindre leur objectif (i.e. manifestement, de faire tomber les Talibans), mais dans leur désir d'être totalement efficaces militairement, ils sont prêts à user d'une violence extrêmement meurtrière pour faciliter leurs assauts terrestres à venir; même s'il s'agit de Crimes de guerre.

La honte de l'humanité...

Malheureusement, il est impossible présentement de juger des militaires ou des politiciens des États-Unis devant une cour **pénale** internationale : ils peuvent commettre divers crimes de guerre et crimes contre l'humanité sans craindre la justice internationale. Nous préférons un monde où, à travers la diplomatie internationale, les pays s'entendent sur des normes et des principes clairs dans leurs relations. Mais l'humanité a la honte d'avoir un Conseil de sécurité qui étouffe l'Assemblée générale de l'ONU (où siègent tous les États-membres), qui est constitué de membres dits permanents qui menacent eux-mêmes la paix et la sécurité internationales et qui sont en plus les principaux fournisseurs d'armes au monde alors qu'ils devraient assurer la paix et la sécurité.

Toutefois, même si l'ONU était cohérente avec ses propres principes, cela ne changerait pas le fait que nous avons la responsabilité démocratique de nous assurer que notre propre gouvernement, canadien ou québécois, ne participe pas à de telles guerres qui, par définition, violent tout principe de justice entre les nations. • (ML)



Non au terrorisme, incluant celui de l'État !

▶ Victoire citoyenne au Sommet des Amériques

Une mobilisation historique

Le Sommet d'avril 2001 est un événement historique dont on se souviendra longtemps. La grande campagne de mobilisation qui a entouré la rencontre des 34 chefs d'État des Amériques a été une victoire au niveau de la mobilisation. Elle a permis d'unir dans une même action l'essentiel des forces militantes québécoises et une grande partie de celles du Canada anglais et du nord-est des États-Unis. On a évalué que 60 000 personnes avaient participé à la Marche des peuples, en plus des 20 000 autres manifestants-es qui ont entouré le Mur de la honte pendant cette fin de semaine, sans parler des 3 000 personnes ayant participé au Sommet des peuples. Ce fut aussi une série de conférences, de débats publics et de manifestations qui ont fini par faire basculer l'opinion publique contre la mondialisation de la misère, comme l'ont démontré des sondages après le Sommet.

Les suites

Après le Sommet des Amériques et une prise de conscience massive au sujet de l'aspect antidémocratique et antisocial des accords de libre-échange, les personnes, groupes et coalitions qui ont lutté contre le Sommet orientent leur travail principalement vers trois objectifs. Tout d'abord, ils continuent la lutte pour la justice globale, contre la ZLÉA, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. Ensuite, depuis le 11 septembre, des centaines de milliers de personnes ont manifesté partout sur la planète contre la guerre pour affirmer qu'elle ne règle aucun problème et pour dénoncer les massacres de populations civiles qu'elle implique. Finalement, les différentes luttes locales et nationales continuent de mobiliser quotidiennement les efforts. Notons les luttes à la pauvreté, pour le logement social, pour un système d'éducation et de santé accessible, gratuit et de qualité, pour des services publics forts et démocratiques, pour de meilleures conditions de travail, pour l'équité entre les hommes et les femmes et un environnement mieux protégé. •

▶ Repenser le monde

Extrait du texte de Robert Jasmin, président d'Attac-Québec

Une barbarie en appelle toujours une autre. Or, il y a barbarie quand les 200 personnes les plus riches de la planète possèdent ensemble autant que 2 milliards 500 millions d'êtres humains (41% de la population du globe). Il y a barbarie quand des millions d'innocents sont sacrifiés sur l'autel du dieu-marché. Il y a barbarie quand les plus riches manigancent entre eux et manipulent les gouvernements pour maintenir en place un système de fraude avec les paradis fiscaux. Il y a barbarie quand les petits sont mis à contribution pour payer des impôts qui échappent aux spéculateurs financiers. Il y a barbarie quand l'économie fonctionne pour elle-même, laissée à elle-même, sans règles et en dehors de tout contrôle démocratique. Il y a barbarie quand les boursicoteurs soucieux du seul profit maximum ferment les yeux sur le travail des enfants. Il y a barbarie quand les plus riches maintiennent au pouvoir des dictateurs corrompus mais fidèles gardiens de leurs intérêts pétroliers ou autres.

Quand la barbarie est à ce point répandue, doit-on se surprendre qu'elle contamine aussi des désespérés et des exclus et qu'elle nourrisse des esprits faibles manipulés par des fanatiques religieux ? Peut-on condamner le cynisme à l'origine d'un acte criminel sans voir celui d'un système tout aussi criminel ?

Le drame américain a fait s'arrêter le monde. Il y aura l'avant et l'après de ce drame. Plutôt que d'annoncer bêtement que nous devons nous engager dans la première guerre du XXIe siècle, pourquoi ne pas profiter de cet arrêt forcé pour penser et ensuite agir ? Penser autrement un autre monde. Reprendre possession de notre statut de citoyens et soumettre les forces brutales du marché à des règles démocratiquement définies. Ce

▶ ...mais la mondialisation de la misère court toujours

Alors que la guerre fait rage, les accords contre lesquels nous nous sommes battus au Sommet des Amériques continuent d'avancer. Aujourd'hui, l'injustice se traduit par une exploitation plus éhontée que jamais des êtres humains et des ressources de la planète. Le modèle économique néolibéral est en train de nous imposer une mondialisation qui n'est prometteuse que pour une minorité déjà plus fortunée. Et une infime minorité est en parfait contrôle des institutions financières internationales que sont l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Le mouvement contre la mondialisation de la pauvreté a réussi à attirer l'attention sur des négociations engageant l'avenir de nos sociétés qui se faisaient en secret. Ne laissons pas la guerre affaiblir notre mouvement. Et n'hésitons pas à faire le lien direct entre l'intervention illégale des États-Unis et tous les processus de négociation en cours au sein d'institutions internationales qui veulent mener à terme le projet de mondialisation sauvage des marchés et qui remettent en question le concept même de droits et libertés.

La Semaine pour la paix, contre l'OMC

Cet automne à Québec aura lieu une mobilisation importante faisant le lien entre la question de la mondialisation néolibérale et la paix. Ainsi, du 5 au 9 novembre se déroulera la Semaine pour la paix, contre l'OMC. Une série de conférences et d'ateliers présenteront les diverses conséquences de l'OMC et les résistances qu'elle engendre et les enjeux liés à l'agression étatsunienne. En fait, l'on présentera deux volets de l'impérialisme, son côté militaire et son côté économique. Le tout culminera avec la

MANIFESTATION À RELAIS le VENDREDI 9 NOVEMBRE À 12H00, EN FACE DU GRAND THÉÂTRE.

Un mouvement fort et large s'est construit dans les dernières années, surtout depuis Seattle et Québec. Il est important de ne pas se laisser intimider par la guerre tout en comprenant la nouvelle conjoncture dans laquelle nous évoluons. Il faut maintenant créer un mouvement très large pour la paix et les libertés civiles et contre le racisme, pour y inclure l'aspect de la mondialisation des marchés.



▶ Le droit de manifester: la base de la démocratie

Les personnes qui ne croient plus aux belles promesses de nos politiciens-nes ont vite compris que le dernier refuge de la démocratie est la rue. C'est cette démocratie populaire que nous avons vue en action pendant le Sommet des Amériques en même temps que les chefs d'État des Amériques défendaient la leur derrière une clôture de trois kilomètres et demi et une armée de 6 000 policiers-ères.

La répression est de plus en plus systématique et généralisée contre les groupes de partout qui luttent pour la justice globale et qui s'opposent aux diverses institutions qui visent la consolidation de l'ordre néolibéral. Nous en avons eu la preuve ici même avec une démonstration d'intolérance sans précédent des forces de l'ordre et des autorités politiques. Le Comité de surveillance des libertés civiles de la Ligue des droits et libertés n'a pas hésité à parler de « réaction démesurée et abusive des forces policières »: « Le nombre très élevé de grenades lacrymogènes (5,148) et de balles de plastique (906) tirées par les policiers témoigne, à lui seul, de leur usage abusif et non-discriminé. »

En raison des abus des forces de l'ordre et des innombrables violations des droits

Où en est la ZLÉA?

Lors du dernier Sommet des Amériques, le principal sujet de discussion était le projet de Zone de libre-échange des Amériques, un projet qui entend « aller au-delà des règles de l'OMC dans des secteurs tels l'investissement, les marchés publics et la politique de la concurrence ». Ce projet est toujours sur la route, et OQP 2001 travaille actuellement à l'analyse des fameux textes qui ont finalement été « libérés », le 3 juillet dernier. Mais ils sont toujours incomplets, et il est impossible d'avoir une idée d'ensemble de l'accord final. Pour le moment, tout porte à croire que plusieurs dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) se retrouveront presque intégralement dans l'accord sur la ZLÉA, dont le fameux Chapitre 11 sur l'investissement, ou le Chapitre 10 qui institue un processus de négociations permanentes sur tout ce qui peut être considéré comme une entrave au commerce, par exemple le financement public des services sociaux.

(voir le texte L'ébauche de ZLÉA: que disent les textes?, de Dorval Brunelle: www.unites.uqam.ca/gric/)



Banque Mondiale, FMI ET G20 : OTTAWA, 17 ET 18 NOVEMBRE 2001
G8 : KANANASKIS, 26, 27 ET 28 JUIN 2001

▶ Laissons tomber les dettes, pas les bombes !

Ils seront là, prêts à nous dépouiller: Que ferons-nous ?



Le 17 octobre, tel un sauveur, le ministre des Finances canadien, Paul Martin, annonçait en grande pompe que le Canada accueillerait la prochaine réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G20 le 17 novembre. En même temps, il a invité les membres du Comité monétaire et financier international du Fonds monétaire international (FMI) et ceux du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale pour les 17 et 18 novembre. Ces rencontres avaient été annulées à cause de la guerre des États-Unis contre l'Afghanistan.

Puis, du 26 au 28 juin 2002, le Canada sera l'hôte du prochain sommet du G8, cet événement qu'ont dénoncé plus de 200 000 personnes dans les rues de Gênes en juillet dernier. Rappelons-nous que, dans l'intérêt de la « démocratie », Jean Chrétien a annoncé son intention de tenir cette réunion dans les contreforts des montagnes Rocheuses, à Kananaskis.

Mais notre planète, ses habitants-es et la démocratie ne se porteraient-ils pas mieux sans tous ces groupes et ces institutions créés par et pour les détenteurs de la richesse mondiale ?

Les programmes du FMI et de la Banque mondiale ouvrent la voie aux compagnies et aux banques du Nord qui veulent faire de l'argent dans les pays du Sud. Peu de la richesse créée reste dans le pays où elle est produite mais elle permet de donner une meilleure allure à des statistiques comme le produit intérieur brut (PIB). Dans les faits, les conditions de vie se dégradent dans la plupart des pays avec des programmes du FMI et de la Banque mondiale, et les niveaux d'endettement ont considérablement augmenté. 49 pays ont un revenu par habitant inférieur à ce qu'il était au milieu des années '70. (50 Years is Enough)

▶ GROUPE DES 8 (G8) et GROUPE DES 20 (G20) le 17 novembre à Ottawa et en juin à Kananaskis

Le G8

Le Groupe des 8 comprend l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie et aurait pour principaux objectifs de soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté dans le monde, améliorer la gouvernance, faire progresser le développement durable, promouvoir la paix et la sécurité, et améliorer la santé et la sécurité publiques dans le monde.

En 1995, le G8 a émis à la fin du sommet d'Halifax un communiqué sur ses priorités qui nous rappelle de vieilles rengaines: « le renforcement de l'économie mondiale, la promotion du développement durable, la prévention des crises économiques et les mesures à prendre pour y remédier ». Autant de notions creuses qui sont rabâchées de sommet en sommet, et que l'on a même entendues dans les tristes circonstances que l'on connaît pendant la dernière rencontre du G8, à Gênes en juillet dernier. Les chefs d'État les plus puissants de la planète ont alors osé défendre les mérites de « leur » démocratie et leur volonté de prêter l'oreille aux revendications des centaines de milliers de manifestants pendant que leur police assassinait Carlo Giuliani, envoyait plus de 500 manifestants-es à l'hôpital, passait à tabac des militants-es endormis-es ainsi que des journalistes indépendants-es et saccageait leurs locaux.

Le G20

En 1999, les ministres des finances du G7 (G8 sans la Russie) ont décidé de la création du Groupe des 20 (G20) pour « coordonner les efforts des pays industrialisés et des pays en développement en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des réformes financières à l'échelle mondiale ». La première rencontre de cet autre club sélect a eu lieu en octobre dernier à Montréal et a réuni, en plus des ministres des finances du G8, ceux des pays « émergents » suivants : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie; la présidence de l'Union européenne est également représentée, tout comme la Banque centrale européenne, le FMI, la Banque mondiale et le Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

Ces 20 pays représentent 85% du PNB mondial, 65% de la population mondiale et 60% des pauvres de la planète. Les 40% restants sont les plus pauvres de la planète, et on préfère tout simplement ne pas les mêler aux questions aussi importantes que l'actuel phénomène de mondialisation des marchés. •

▶ FMI et BANQUE MONDIALE les 17 et 18 novembre 2001 à Ottawa

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont été créés en même temps, lors de la Conférence monétaire et financière de Bretton Woods, en 1944. Alors en position de force, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont su se réserver une position de choix aux commandes de ces deux institutions qui ne sont soumises à aucun contrôle démocratique. Ainsi, avec les autres pays riches, ils peuvent décider de leurs grandes orientations, qui restent basées sur la promotion et la mise en œuvre du libre-échange à l'échelle mondiale.

Le FMI

La mission première du FMI était d'assurer la stabilité des monnaies sur les marchés internationaux et, pour ce faire, d'offrir des prêts à court ou à moyen terme aux pays à l'économie déficitaire ou instable. Aujourd'hui, il est le principal maître d'œuvre de la restructuration des économies des pays pauvres qui ont de la difficulté à rembourser leurs dettes extérieures. Les pays surendettés n'ont habituellement pas le choix de négocier de nouveaux emprunts et doivent se soumettre aux conditions draconiennes du FMI, notamment aux programmes d'ajustement structurel (PAS). La « restructuration » passe par l'application inconditionnelle de politiques néolibérales qui, selon la logique du FMI, permettront le « développement » des pays bénéficiant de son « aide » et permettront l'arrivée des capitaux étrangers nécessaires au remboursement des grandes banques des pays riches.

Les sept pays les plus riches de la planète (G7) détiennent 45% des droits de vote au sein du FMI. Les 52 pays d'Afrique en comptent environ 13%, tout comme l'Amérique latine, alors que les États-Unis en possèdent 18%. Or, ce sont les pays du G7 qui peuvent prêter de l'argent aux pays les plus pauvres. Il est clair que ces derniers n'ont même pas le poids nécessaire, au sein de cette institution, pour influencer pour la peine les programmes, les politiques ou les conditions que les créanciers sont en bout de ligne les seuls à décider.

La BM

Le nom officiel de la Banque mondiale (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) rend bien compte de la double mission pour laquelle elle a été créée après la Seconde Guerre mondiale: la reconstruction de l'Europe et le développement du Tiers Monde.

Présentement, elle est le dernier recours pour les pays qui ne peuvent emprunter ailleurs en raison du risque qu'ils représentent pour les créanciers. Mais les prêts qu'elle consent dépendent du respect de conditions strictes comme l'« assainissement » des finances publiques et la libéralisation des échanges et des prix. La Banque mondiale a donc une grande influence sur les budgets des pays qu'elle « aide », beaucoup plus que n'en ont les gouvernements élus de ces pays. Et, chaque année, elle encaisse des profits de plus d'un milliard de dollars. •

hauts taux de chômage. Les petites entreprises, souvent gérées par des femmes, trouvent plus difficilement un crédit abordable, et souvent ne peuvent survivre.

Libéralisation du commerce : l'élimination des mesures protectionnistes pour les industries de pays du Tiers Monde mène souvent à des licenciements massifs. Au Mozambique, par exemple, le FMI et la Banque mondiale ont exigé l'élimination d'une taxe sur les exportations de noix de cajou. Le résultat: 10 000 adultes, surtout des femmes, ont perdu leur travail dans des industries de transformation des noix de cajou. La majeure partie du travail de transformation s'est déplacée vers l'Inde, où les enfants qui travaillent égalent les noix chez eux.

Texte de 50 Years is Enough, www.50years.org

Les 20% des personnes les plus riches de la planète se partagent 83% des revenus mondiaux, utilisent 70% de l'énergie mondiale, 75% des métaux de la planète, 85% du bois et 60% de la nourriture, en plus de produire 75% de la pollution. Par exemple, à l'autre extrême, les 60% des personnes les plus pauvres de la planète se partagent 5,6% des revenus mondiaux.

Les grandes corporations gagnent sans cesse plus de pouvoirs, et se voient même reconnaître les mêmes droits qu'à des personnes, quand ce n'est pas plus, notamment grâce aux accords de libre-échange qui se multiplient, alors que les travailleurs vivent dans des conditions de plus en plus précaires et que les zones franches envahissent le Tiers Monde.

De plus en plus, les lois nationales, comme les protections environnementales, et même le concept de « souveraineté nationale » sont considérés comme des barrières commerciales qu'il faut abattre pour permettre au libre-marché de faire son œuvre.

Les pays riches ont longtemps favorisé leurs propres industries (et continuent de le faire) mais exigent maintenant des États pauvres qu'ils abandonnent les politiques interventionnistes par le biais des accords de libre-échange, des politiques de l'OMC ou encore des programmes du FMI et de la Banque mondiale.

▶ Comment les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ont fait augmenter la pauvreté dans le monde

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) comportent un ensemble de politiques « proposées » (ou plutôt de conditions imposées) par le FMI en échange d'une aide financière tel un prêt de la Banque mondiale. Pour plusieurs pays pauvres, ce n'est pas exactement un choix. Parce que les PAS exigent des réductions des dépenses du gouvernement, la privatisation et l'ouverture totale des pays à l'investissement étranger, entre autres mesures, ils ont fait augmenter la pauvreté sur toute la planète. Dans les deux régions avec le plus d'expériences d'ajustement structurel, le revenu par habitant a stagné (Amérique latine) ou dégringolé (Afrique). Les PAS ont aussi contribué à accroître les inégalités de revenu et de richesse dans le Tiers Monde.

Voici comment diverses politiques d'ajustement structurel font augmenter la pauvreté:

Privatisation : les politiques d'ajustement structurel exigent la vente des entreprises d'État à des intérêts privés, souvent des investisseurs étrangers. La privatisation est habituellement associée à des mises à pied et à des baisses de salaire dans les entreprises privatisées.

Coupages dans les dépenses du gouvernement : la réduction des dépenses du gouvernement réduit fréquemment les services accessibles aux pauvres, comme les services de santé et l'éducation (même si le FMI et la Banque mondiale prétendent maintenant préserver ces services).

Imposition de frais d'utilisation : plusieurs prêts du FMI et de la Banque mondiale sont sujets à l'imposition de frais pour l'utilisation de services dépendant du gouvernement comme les écoles, les cliniques de santé

et l'eau potable. Pour les gens très pauvres, même des frais très peu élevés peuvent signifier l'impossibilité d'accéder aux services.

Promotion des exportations : sous les PAS, les pays prennent une variété de mesures pour promouvoir les exportations, aux dépens de la production pour les besoins domestiques. Dans le secteur rural, cette promotion des exportations est souvent associée au déplacement des personnes pauvres qui produisent de la nourriture pour leur consommation personnelle parce que leurs terres sont rachetées par les propriétaires de grandes plantations qui cultivent des produits agricoles pour les marchés étrangers.

Taux d'intérêt plus élevés : des taux d'intérêt plus élevés favorisent la récession des économies nationales, ce qui mène à de plus

Laissons tomber les dettes, pas les bombes !

► Où est décidé notre avenir ?

À l'Organisation mondiale du commerce (OMC) !

La rencontre au Qatar

La prochaine rencontre de l'OMC, après celle de Seattle, se déroulera du 9 au 13 novembre prochains. Étant donné que les négociations de l'OMC mènent à une diminution des droits sociaux et environnementaux, de grandes manifestations sont prévues partout sur la planète. Un seul pays a donc voulu recevoir cette rencontre: le Qatar. Une monarchie absolue où réclamer le droit de vote peut valoir la prison.

Selon Radio-Canada International, Pierre Pettigrew a déclaré qu'il était très satisfait des mesures de sécurité prévues au Qatar, ce qui signifie: aucune manifestation citoyenne là-bas... mais beaucoup ailleurs.

Au même moment, les groupes progressistes de toute la planète, à l'invitation de leurs camarades arabes, se rencontreront à Beyrouth pour discuter des conséquences de l'offensive militaire étatsunienne et des résistances au capitalisme sauvage mondial.

Le gouvernement Chrétien joue encore une fois au poker avec notre pays. Après l'échec de pourparlers de l'OMC à Seattle, les mises sont maintenant très élevées. Le Canada s'apprête à présider les négociations.

En bref : qu'est-ce que l'OMC ?

L'Organisation mondiale du commerce (OMC ou WTO en anglais) est une institution internationale, composée de 142 pays-membres, qui établit des lois commerciales entre ces derniers. En fait, il y est négocié une série d'accords de libre-échange mondial. Un tribunal oblige les pays membres à se conformer aux décisions prises, qui prônent la suppression de tout ce qui nuit au commerce.

C'est ça, notre démocratie ?

Notons tout d'abord que ces négociations sont secrètes et que ni les journalistes ni les citoyens n'ont accès aux tables de négociation. Les accords négociés, qui visent à modifier nos lois et nos programmes sociaux, sont peu connus des députés et rarement débattus dans les parlements. C'est habituellement lorsque ces accords sont signés que nous en sommes informés.

Non seulement les négociations ont-elles un aspect opaque, mais en plus l'OMC a le pouvoir de juger si nos normes environnementales, sociales ou en matière de droits humains contreviennent à ses lois commerciales. Car le droit commercial passe bien avant ce que nous avons bâti collectivement.

Le chercheur canadien Scott Sinclair écrit : « Cela signifie transférer la délicate responsabilité consistant à trouver le juste équilibre entre l'intérêt public et les considérations commerciales, des mains des représentants élus à celles d'une instance ou d'un groupe d'experts de l'OMC nommés. »

Nos politiques et nos normes jugées discriminatoires pour le commerce

Avant toute chose, il faut se rappeler que l'objectif de l'OMC, qui est très clairement stipulé sur son site Internet, est la libéralisation de tous les échanges commerciaux et la libéralisation progressive de tous les services (publics ou non).

Pour mettre de l'avant des lois libre-échangistes plutôt que des lois humanistes et sociales, les États-Unis ont créé le GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 1948) et l'ont soustrait à l'autorité de l'ONU. Le GATT a établi la libéralisation des échanges et des monnaies, mais a aussi introduit des règles commerciales que l'OMC va reprendre et qui se retrouvent aussi dans l'ALÉNA. Plusieurs de ces règles sont basées sur le principe ambigu selon lequel il faut éliminer les « pratiques discriminatoires » dans les échanges. Le hic, c'est que les multinationales ont leur vision de ce qui est discriminatoire. Nos politiques et nos normes, par exemple environnementales et sociales, peuvent parfois être déclarées discriminatoires et considérées comme des obstacles au commerce. L'accord du GATT allait servir de base pour engendrer l'OMC.

Aucune marge de manoeuvre pour nos gouvernements

Maude Barlow résume le principe de base ainsi : « En un mot, l'accord [du GATT] interdit toute discrimination envers un fournisseur étranger dans tous les domaines concernés, sans égard aux conditions dans lesquelles les services sont fournis, et sans égard aux antécédents du fournisseur relativement aux droits de la personne ou à l'environnement. »

L'une de ces règles de « non-discrimination » est la clause dite de la « nation la plus favorisée ». Par exemple, si l'on décide d'établir des mesures commerciales favorisant les entreprises de certains pays pauvres, ces mesures devront être offertes à tous les autres pays. Cette règle s'applique à tous les services, même à ceux qui sont encore protégés dans certains pays, telles la santé et l'éducation.

En plus, une autre règle commerciale stipule que les normes publiques doivent être « le moins restrictives possible pour le commerce ». L'Article VI demande que les normes de n'importe quel type ne « constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce » et les gouvernements sont tenus de prouver « qu'il n'existait aucune alternative moins contraignante pour le commerce ». Ainsi, les gouvernements doivent convaincre des juristes spécialisés en droit international privé de la validité des lois qu'ils votent démocratiquement.

AGCS, ou comment privatiser progressivement tous les services publics

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS ou GATS en anglais) de l'OMC existe depuis près d'une dizaine d'années. Les nouvelles négociations sur l'AGCS risquent fortement de porter un coup dur à nos services publics tels que l'assurance-santé et l'éducation publique. Du moins, si on laisse le Canada agir en secret.

Les multinationales et des lobbies puissants désirent des règles obligatoires, globales et irréversibles leur garantissant l'accès à des secteurs que certains pays maintiennent publics. Ainsi, par exemple, les normes touchant les professionnels de la santé et de l'éducation seront examinées afin de s'assurer qu'elles ne sont pas un « obstacle au commerce » selon les normes de l'OMC. Si le Canada ouvre le secteur de la santé ou de l'éducation, des entreprises étrangères auront le pouvoir de délivrer des diplômes ; les services de télémédecine établis à l'étranger seront légaux ; et les pays seront incapables de stopper la concurrence frontalière des professionnels de la santé et de l'éducation se contentant de salaires moindres.

Même si un gouvernement ne veut pas ouvrir un secteur à l'OMC, en vertu de l'Article 1.3C de l'AGCS, pour qu'un service soit considéré comme relevant de l'autorité gouvernementale, il doit être fourni « entièrement gratuitement ». Cela signifie que le secteur en question doit être complètement financé par le gouvernement et n'avoir aucun but lucratif. Bonne chance à Postes Canada et à tous les autres services parapublics. •



► Les soins de santé

Selon le Conseil des Canadiens, un représentant important de l'Union européenne aurait déclaré qu'aucun service ne devrait être exclu des négociations de l'AGCS et que les soins de santé sont « mûrs pour la libéralisation ». De plus, récemment, la représentante étatsunienne du commerce, Charlene Barshefsky, déclarait qu'elle avait l'intention de négocier une complète révision du fonctionnement de l'AGCS, de façon à ce que les soins de santé soient automatiquement inclus dans l'accord.

Si cela devait se réaliser, tout hôpital étatsunien à but lucratif s'installant au Canada serait « immédiatement et totalement » traité par les gouvernements de la même manière que les installations sans but lucratif déjà en place, donc supportés financièrement par les fonds publics.

► L'eau

Le Canada possède le plus grand approvisionnement en eau douce au monde. La Banque mondiale a estimé le marché mondial de l'eau à environ 800 milliards de dollars. Il n'y a qu'un petit problème: l'eau et les réseaux d'aqueducs canadiens sont, pour la plupart, propriété publique et relèvent du contrôle public.

Avec les résultats prévisibles des nouvelles négociations sur l'AGCS, tout, à partir de l'eau destinée à la consommation jusqu'au traitement des eaux usées, en passant par les services d'égout, pourrait bien être privatisé et contrôlé par des entreprises à but lucratif.

C'est de très mauvais augure pour le droit de chaque citoyen-ne canadien-ne de pouvoir consommer de l'eau propre à un prix abordable. Parce que là où les profits viennent en premier, les gens viennent forcément en second.

► L'éducation

Si l'éducation est incluse dans l'AGCS, les grandes écoles et universités privées étatsuniennes pourront s'installer au Québec et au Canada. À partir de ce moment, étant donné que le libre-échange a comme principe de ne pas permettre de favoriser ses industries nationales, le gouvernement devra financer également ces écoles et les nôtres. À terme, c'est une forte dégradation des écoles publiques, de plus en plus privatisées, qui est à prévoir.

Si notre ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, veut dissiper les menaces, il devra insister pour obtenir des modifications à l'accord afin de garantir que nos systèmes d'éducation publique ne soient aucunement inclus dans l'AGCS.



► Ce que nous pouvons faire !

La coalition Opération Québec Printemps 2001 (OQP) demande aux Québécois-es et aux Canadiens-es de catégoriquement refuser que des négociateurs approuvent de tels accords commerciaux généraux avant que les citoyens n'aient pu être convenablement informés-es. Pour les mêmes raisons que nous refusons la ZLÉA, nous croyons que les règles commerciales de l'OMC sont nuisibles en général. Au strict minimum, nos programmes sociaux, nos soins de santé, notre éducation publique, nos programmes culturels, notre protection de l'environnement et nos ressources naturelles ainsi que nos services municipaux ne doivent pas être soumis aux lois de l'OMC.

Au lieu de l'OMC, les normes internationales relatives aux droits humains, telles que les Droits fondamentaux du travail, doivent être absolument appliquées dans les pratiques et les lois du commerce et de l'investissement. Il est temps de dire clairement que ce sont plutôt leurs lois commerciales qui ne doivent pas être restrictives pour les démocraties.

La domination des pays du Nord sur les pays Sud...

Alors que les pays plus pauvres économiquement sont majoritaires à l'OMC, leur dépendance, particulièrement causée par leur dette extérieure, les pousse à suivre les conditions du FMI et de

la Banque mondiale et donc à appliquer les restrictions des accords de libre-échange.

En plus, lors des dernières négociations de l'ancêtre de l'OMC (le GATT), les pays du Sud ont dû ouvrir leurs frontières aux pays du Nord, alors que les tarifs douaniers des pays du Nord sont restés très élevés : jusqu'à 200 ou 300% de la valeur des produits agricoles et textiles en provenance du Sud. Les subventions des pays du Sud ont aussi dû être stoppées, tandis que les pays du Nord faisaient passer leurs subventions agricoles de 275 milliards en 1987 à 326 milliards en 1999 (chiffres de l'OCDE). Comme dans le cas du bois d'oeuvre ici, lorsque le libre-échange

n'avantage pas le pays le plus puissant, il n'est tout simplement pas appliqué.

L'histoire économique nous apprend deux choses sur le libre-échange. Tout d'abord, c'est toujours le pays le plus fort qui impose (souvent militairement) le libre-échange. Deuxièmement, il est impossible pour un pays de s'industrialiser s'il ne met en place, au moins transitoirement, des politiques dites protectionnistes (limitant ledit libre-échange). Si le libre-échange est imposé, les entreprises nationales des pays plus faibles économiquement (monnaie moins stable, retard technologique) ne peuvent être subventionnées adéquatement par rapport aux multinationales. • (SB et ML)

Un novembre 2001 pour la paix et la justice globale, contre la guerre et le racisme

Vendredi 2 novembre

Atelier sur l'OMC de 9h à 12h, centre Lucien-Borne, coin Salaberry et chemin Sainte-Foy, organisé par le RÉPAC.

Après les attentats du 11 septembre, quels sont les espoirs de paix? Avec Aka Anam, ex-employé de l'ONU et citoyen afghan, et Denys Duchêne, politologue; 5 à 7 au 68, Pointe-aux-Îlières; contribution volontaire: 2.00\$ au profit du RAP.

Lundi 5 novembre

Conférence sur l'OMC d'Aleyamma Antony, du Forum mondial des peuples pêcheurs, et d'Amélie Binette, à 12h, au Café Oxymel, au cégep François-Xavier-Garneau. Présentée par la caravane contre l'OMC et l'AGEEFG.

Conférence sur l'OMC par Tatiana Fraser, Mickael C. d'Indymedia-Royaume-Uni et Jean-Harry Clerveau (syndicaliste haïtien) à 12h à l'agora du Cégep de Limoilou. Présentée par la Caravane contre l'OMC et l'AGEECL.

Conférence sur les «Conséquences et les résistances à l'OMC» avec Serge Roy (Contrat mondial de l'eau et OQP 2001), Aleyamma Antony (Forum mondial des peuples pêcheurs, en Inde), Jean-Harry Clerveau (syndicaliste haïtien) et Mickael C. (Indymedia-Royaume-Uni), à 19h, au pavillon De Koninck de l'Université Laval, local 2A. Une présentation d'OQP-2001, Alternatives, l'AELIÉS, la CADEUL et la Caravane contre l'OMC.

Conférence sur le sida, ses médicaments et les interventions de l'OMC, par Moustapha de MIEL Québec, à 13h au Cégep de Sainte-Foy.

Mardi 6 novembre

Débat: «l'OMC: pour ou contre?», avec Jean-Yves Duclos, économiste, à 14 heures au petit amphithéâtre du Cégep de Sainte-Foy. Présenté par le Comité de mobilisation du Cégep de Sainte-Foy.

Mercredi 7 novembre

Confection de banderoles et de pancartes pour la paix et contre l'OMC, en vue de la marche du 9 novembre, de 13h30 à 16h; 165, rue Carillon (local d'OQP 2001) dans le quartier Saint-Sauveur. Organisé par le RÉPAC.

Jeudi 8 novembre

Atelier participatif sur les moyens de contestation ici et au Chili, par Thomas Chiasson-Lebel, ancien stagiaire d'Alternatives, à 15h, au Cégep de Sainte-Foy. Organisé par le comité de mobilisation du Cégep de Sainte-Foy.

Conférence sur l'environnement et la mondialisation, avec Jacques Larochelle, professeur de biologie à l'Université Laval, à 14h au local A-1174, cégep François-Xavier-Garneau. Organisée par l'AGEFG.

Conférence contre l'OMC, avec Dorval Brunelle (chercheur sur le libre-échange), Robert Jasmin (ATTAC), Marcela Escribano (Alternatives, Forum social mondial) et une personne en direct du contre-sommet de l'OMC. Organisée par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et la Table de convergence.

Vendredi 9 novembre

MARCHE À RELAIS POUR LA PAIX ET CONTRE L'OMC

rendez-vous à 12h00 en face du Grand-Théâtre.

Mercredi 14 novembre

Souper-discussion afghan au Café Oxymel à 16h, au cégep François-Xavier-Garneau.

Jeudi 15 novembre

Conférence de la Chaire publique sur « La concentration de la presse : vers un monopole de la pensée? » avec Bernard Descôteaux, directeur du Devoir, et François Demers, professeur en communication publique. De 12h à 14h à l'Agora du pavillon Desjardins de l'Université Laval. Organisée par l'AELIÉS.

Samedi 17 novembre

Autobus vers Ottawa pour la paix et contre le FMI, la Banque mondiale et le G-20. Rendez-vous et prix à confirmer. Voir le site internet d'OQP 2001: www.oqp2001.org, ou contacter votre association ou groupe.

Mardi 20 novembre

Assemblée de discussion et d'information sur la loi « antiterroriste » et les droits fondamentaux. avec Rivka Augenfeld, présidente de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), et Janet Dench, directrice du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), à 19h00 au Centre multiethnique de Québec: 880, Père-Marquette, 2e étage.

Jeudi 22 novembre

Colloque sur «la politique étrangère des É-U et le monde arabo-musulman: impasses et solutions». Renseignements à baslouqitt@hotmail.com.

Vendredi 23 novembre

Le chemin de la paix en Colombie: soirée de solidarité et d'information avec William Sloan, président de la branche canadienne de l'Association américaine des juristes, à 19h30 au Centre diocésain: 1073, René-Lévesque Ouest, salle 153, 1er étage. Organisée par le Réseau international pour les droits humains.

Lundi 26 novembre

Film et discussion sur la guerre actuelle, par GS, section du PDS, à 19h au centre Jacques-Cartier: 421, Langelier.

Mardi 30 novembre

Souper de financement pour le Fonds de solidarité des groupes populaires; 17h30, au centre Mgr-Bouffard: 680, Sainte-Thérèse)

Atelier sur la commercialisation de l'eau; contacter le RÉPAC: repac@clic.net.

Ont collaboré à la préparation de ce journal :

Composition des textes: Sébastien Bouchard, Patrice Breton et Michaël Lessard
Mise en page: Magali Paquin
Collecte des images: Serge Foisy
Remerciements au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, à Michel Chossudovsky pour la permission de reprendre certains textes du site globalresearch.ca, à Virginie Harvey, de la Ligue des droits et libertés du Québec, et à Raymond Favreau, de ATTAC-Québec.

Section OQP 2001

Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001)

La coalition Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001) rassemble des associations étudiantes, des groupes populaires, des syndicats, des groupes de solidarité internationale, des partis politiques et des individus de la région de Québec qui ont décidé d'unir leurs efforts pour mieux organiser le travail de sensibilisation et de mobilisation en vue du Sommet des Amériques d'avril 2001. Même si l'événement qui a « forcé » sa création est passé, OQP 2001 a décidé de poursuivre ses activités en raison d'un bilan général très positif et surtout en raison de la réponse massive de la population de Québec aux appels à la mobilisation et de son intérêt croissant pour les questions concernant la mondialisation des marchés.

Nous continuerons donc de vous proposer des conférences, du matériel d'information comme ce journal, des formations sur différents aspects de la mondialisation des marchés, etc. Nous organiserons de nouvelles actions de contestation pour dénoncer toutes les personnes et les institutions qui usent des pires tactiques pour faire avancer la cause du modèle économique néolibéral et pour faire reculer la nôtre, celle de la justice globale. Certaines de ces actions sont déjà annoncées, d'autres sont à venir.

Comme nous avons tenté de le démontrer dans ce journal sur la paix et la justice globale, la solidarité est plus essentielle que jamais entre ceux et celles qui refusent l'abdication devant l'impérialisme étatsunien et un système économique responsable des pires injustices. C'est pourquoi nous vous invitons à joindre OQP 2001 et à participer à nos activités.

Formations offertes sur demande

Sur la mondialisation des marchés :

- La standard (3h): histoire, acteurs, conséquences, résistances et alternatives
- La totale (5h): plus complète que la standard et avec plus de temps pour les échanges
- L'AGCS (3h): l'Accord général sur le commerce des services et ses implications

Thématiques particulières, toujours en lien avec la mondialisation des marchés :

- Éducation; droits humains et droits du travail; financement des programmes des programmes sociaux; femmes; écologie.
- Formation à la désobéissance civile

Pour suivre les activités d'OQP 2001, abonnez-vous à notre liste d'envois par courriel en écrivant à : bulletin@oqp2001.org

Comment nous joindre

www.oqp2001.org
info@oqp2001.org

Téléphone: (418) 647-6600, poste 6683

Tout appui financier, matériel ou moral à OQP 2001 est apprécié au plus haut point. (Ce journal est gratuit et nous aimerions vous en offrir plus souvent.)

Quelques adresses utiles

www.attac.org	www.globalresearch.ca
www.cmaq.net	www.droitvp.org
www.indymedia.org	www.lagauche.com
www.unites.uqam.ca/gric/	www.whirledbank.org
www.canadians.org	

Émissions de radio engagées à Québec

La station Radio Basse-Ville, qui a prêté ses locaux au Centre des médias alternatifs-Québec 2001 (CMAQ) en avril dernier, offre une programmation incluant chaque semaine plusieurs émissions à caractère militant. On peut la syntoniser au 88.3 FM (et non plus au 96.1).

Lundi	18h	Petite Planète	Solidarité internationale
Mardi	19h	Les taupes rouges	Critique radicale et humoristique de l'actualité
Mercredi	19h	Mes amies de filles	Féministe
Jeudi	18h	Radio Alternatives	Solidarité internationale
Jeudi	18h30	Radio Terre	Écologie et société